

territoire en mutation

C'est dit

■ **Ladislav Polski à Jean-Sébastien Vialatte** : « Les personnes âgées n'ont pas vocation à voter pour vous davantage que pour nous. Elles souffrent beaucoup plus que les autres de la politique du gouvernement que vous avez soutenue. »

■ **Arthur Paecht** : « C'est pour ça qu'elles peuvent voter pour moi ! »

■ **Arthur Paecht sur l'hôpital** : « Quand on construit un tunnel, et qu'on est dans l'Ouest-Var, il est construit dans le sens de la guérison... et pas de l'urgence ! Voilà le genre d'inepties administratives... »

■ **Jean-Sébastien Vialatte au sujet de l'hôpital** : « Les habitants de l'aire toulonnaise et les Seynois ont deux hôpitaux flambant neufs (Sainte-Anne et Sainte-Musse) à la pointe de la technique. On ne peut pas faire mieux. Et c'est quand même nous qui les avons construits. »

■ **Frédéric Boccaletti à Jean-Sébastien Vialatte sur la LGV** : « Je regrette votre double langage. J'espère que l'ingénieur qui doit s'occuper de la LGV Paca n'est pas le même que celui qu'avait pris la droite à Toulon pour le tunnel ! ». **J-SV** : « Il sera à la retraite depuis longtemps quand la LGV verra le jour ! » et à Ladislav Polski : « Il a encore plus de chance avec vous ! »

Relancer la machine de l'emploi

L'emploi est une préoccupation forte des habitants de la circonscription. Que pensez-vous des mesures annoncées par François Hollande et que proposeriez-vous ?

Arthur Paecht : « Je suis en total désaccord avec les propositions de François Hollande, je ne les trouve pas réalistes. Il veut créer 60 000 postes dans la fonction publique. Est-ce qu'on en a besoin ? Il faut regarder tout cela, et lutter contre le gaspillage public. Quand les chantiers de la Seyne ont fermé, on a supprimé 8 000 emplois directs, 30 000 indirects. Évidemment, il n'y a pas eu de reprise immédiate. Une des solutions, ça a été la création de la zone franche urbaine. Cela a apporté une réponse momentanée. Il ne faut pas rêver, pour créer des richesses, il faut d'abord en créer les conditions. C'est lié à l'état des entreprises, au départ de l'âge en retraite, etc. Tout cela ne peut pas être traité individuellement. Et il faut une politique de consensus. Si c'est la guerre perpétuelle, on va droit dans le mur. »

Frédéric Boccaletti : « Sur les chantiers de La Seyne, je rappelle que c'est la conséquence d'une politique menée par la gauche et par la droite, ainsi que les syndicats, notamment la CGT... Il faut relancer l'industrialisation et inciter les entreprises à se relocaliser sur le territoire. On doit soutenir en particulier les PME et les PMI, les artisans. On propose aussi de rabaisser l'âge de l'apprentissage à 14 ans (au lieu de 16 actuellement, Ndlr) et d'aider à la formation des jeunes. Pendant longtemps, les parents ont poussé leurs enfants pour qu'ils aient leur Bac à tout prix. On a d'ailleurs baissé le niveau du Bac... Or, un jeune qui a 14 ans, qui n'aime pas trop l'école peut très bien se former en entreprise. Ce n'est pas parce qu'on



Ladislav Polski, Jean-Sébastien Vialatte, Arthur Paecht et Frédéric Boccaletti briguent le mandat de député dans la 7^e circonscription.

fait un métier manuel qu'on est illettré... »

Ladislav Polski : « La politique de rigueur est une rengaine que l'on entend depuis 30 ans et qui n'a pas permis de relancer la machine économique. Pour cela, il faut toucher au mécanisme européen, relancer l'industrie. Nous avons deux propositions très concrètes. La première, c'est le contrat de générations : pour un emploi senior conservé jusqu'à la retraite et l'embauche d'un jeune, l'entreprise est exonérée de charges sociales. C'est aussi une question de solidarité intergénérationnelle. Deuxième proposition : la sécurisation des parcours professionnels. Quand un jeune ou un salarié se retrouve au chômage, il faut lui permettre d'accéder à une formation professionnelle, avec une rémunération à la hauteur. »

Jean-Sébastien Vialatte : « Le coût du travail salarié en France est trop élevé. Il faut le baisser en transférant une par-

tie des charges sociales sur de la fiscalité. Je pense en particulier aux allocations familiales, qui n'ont aucune raison d'être financées par les entreprises et les salariés. Il faut aussi libérer les entreprises d'un certain nombre de normes, de carcans qui les empêchent de se développer. Il faut enfin leur donner les moyens d'investir, par l'emprunt, mais surtout en ayant une véritable capacité d'autofinancement. Il faut que l'impôt sur les sociétés soit modulé en fonction de la stratégie de développement des entreprises. Et arrêter de dire : on va revenir à la taxe professionnelle, qui est l'impôt le plus stupide qui soit. »

PROPOS RECUEILLIS PAR :
Catherine HENAFF-BLANCHARD
Karine MICHEL
et Marielle VALMALETTE
laseyneloc@nicematin.fr
Photos : Dominique LERICHE



Comment loger tout le monde ?

Quels moyens pour atteindre l'objectif d'un toit pour tous ? Faut-il revoir la loi SRU, encadrer les loyers ?

Ladislav Polski : « La priorité c'est de construire des logements sur un territoire en pleine mutation en préservant des lieux qui sont parmi les plus beaux de notre pays, et où les habitants craignent le logement social. Le maire de Six-Fours construit beaucoup trop peu de logements sociaux de peur que ses concitoyens ne le réalisent pas. Il faut rassurer les habitants sur cette question. Je rends hommage au travail de M. Paecht. Aujourd'hui, créer du logement, ce n'est pas faire des ghettos. C'est créer de la mixité. Dans une région où le foncier est cher, la puissance publique doit intervenir. »

Arthur Paecht : « Quand j'étais maire de La Seyne, j'ai essayé d'avoir une vision globale et de créer une diversité de logements. L'Etat avait pris ses

responsabilités avec l'ANRU. On ne voulait pas refaire des ghettos. Nous avons construit près de 3 000 logements en 7 ans. On m'a accusé de bétonner. Mais les immeubles se fabriquent avec du béton que je sache. J'ai voté les modifications de mon successeur parce que ses propositions étaient meilleures que les miennes. Aujourd'hui, il faut favoriser l'accession à la propriété. »

Frédéric Boccaletti : « Je suis totalement contre la loi SRU. Il y a des villes où on a besoin de 20 % de logements sociaux. Sanary, Six-Fours, Bandol n'en ont pas besoin. Il suffit de regarder les demandes. Nous ne sommes pas contre les logements sociaux mais nous sommes favorables à la préférence nationale pour l'attribution. Nous ne sommes pas pour la construction de tours. Concernant l'encadrement, les loyers sont chers, c'est vrai. Mais peut-être

les revenus ne sont-ils pas assez importants. Il me paraît difficile d'imposer à un bailleur de baisser le loyer qui lui permet de rembourser son prêt. »

Jean-Sébastien Vialatte : « M. Polski se trompe sur la situation de Six-Fours. Nous avons un objectif de 300 logements sociaux par période triennale. Cette année, nous ne payons pas de taxe. M. Boccaletti a raison. Toutes les communes n'ont pas besoin de 20 % de logements sociaux. Nous sommes pour la mixité en imposant 30 % de logements sociaux dans les programmes de construction. Il faut dire que lorsque nous proposons une construction, les écologistes nous tombent dessus. Je pense qu'il faut revoir la politique de peuplement. En quoi un retraité qui viendrait de Lille prétendrait-il vivre à dans un logement social Six-Fours alors qu'on n'arrive pas à y loger les actifs ? »

Comment réduire la dette ?

Au chapitre national, quelles mesures pour résorber la dette publique de l'Etat ?

Jean-Sébastien Vialatte : « Il y a deux solutions : réduire les dépenses publiques et augmenter les recettes. Il me semble difficile d'imposer davantage dans un pays où les prélèvements sociaux le sont autant, ça a montré ses limites. L'Etat doit poursuivre sa politique de réformes des services publics de façon à diminuer les dépenses. Une dépense à laquelle on ne peut pas toucher et qui ne peut pas être une variable d'ajustement c'est le budget de la Défense. Par contre, il y a très certainement, par la réduction des emplois dans la fonction publique, des sources d'économies. »

Arthur Paecht : « Je partage l'avis de M. Vialatte. Tout le monde doit participer à la réduction des dépenses. Mais il y a aussi des budgets auxquels on pense moins et qui doivent être également revus. Le mot d'ordre est d'arrêter le gaspillage un peu partout (double ou triple emplois, les financements croisés etc.). S'agissant du budget des armées, c'est en fonction des missions qu'il faut remplir que le budget

doit être défini... Même dans un budget militaire on peut faire des économies. »

Frédéric Boccaletti : « Je tiens à rappeler qu'en 5 ans, la dette a augmenté de 500 milliards. Il y a eu la crise... Mais un rapport parlementaire a démontré que c'était également lié à la mauvaise gestion du gouvernement précédent et, donc ce qui a été voté par les députés sortants. Il faut faire des économies mais pas à tout prix : il faut arrêter la casse du service public et faire rentrer de l'argent en taxant les grandes entreprises du CAC 40, qui font des bénéfices énormes et paient un minimum de taxes. Et avant de réduire les déficits, il faut peut-être aussi relancer le pouvoir d'achats. »

Ladislav Polski : « En premier lieu, il faut produire des richesses. Pour cela, il faut toucher au vrai levier : l'échelon européen. Il faut construire le dialogue avec nos partenaires européens pour desserrer l'austérité décidée par Angela Merkel et le président battu. La politique d'obsession de l'euro fort a favorisé la monnaie plutôt que l'économie productive, la création de richesses, la croissance et l'emploi. Il faut également remettre de la justice fiscale dans ce pays. »